

# Le Courrier des États-Unis,

## JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

MERCREDI, 10 MARS 1830.

NO. 4

### FRANCE.

PARIS, 31 décembre.

A Monsieur le Rédacteur du Courrier Français.

Monsieur,

Plusieurs personnes m'ont demandé l'explication de quelques phrases qui terminent la dernière lettre que je vous ai adressée. Les uns craignent que si la chambre admet, sous les ministres actuels, une portion quelconque du budget, le vote définitif ne devienne favorable à un ministère qui ne mérite ni notre appui ni notre confiance ; les autres voient de grandes difficultés à coordonner la loi des voies et moyens avec celle des dépenses, restreinte comme je l'ai proposée.

Quant à la première objection, voici ma réponse. La chambre vote souverainement sur les articles du budget qui lui sont successivement soumis. Ceux qu'elle rejette sont définitivement retranchés. Quand elle arrive au vote de l'ensemble de la loi de finances, ce vote ne porte que sur les articles qu'elle a précédemment admis. Il n'y a donc point à craindre que si elle a adopté le chapitre de la liste civile et celui de la dette publique, par exemple, et rejeté le ministère de l'intérieur, de l'instruction publique, etc., ces ministères se trouvent rentrer dans le budget au vote définitif. Ils en sont et en restent écartés. La preuve en est dans la formule même de la mise aux voix du budget par le président, après les retranchements opérés par la chambre. *Le budget proposé par le gouvernement était de tant ; les votes de la chambre l'ont réduit à tant, c'est donc sur cette dernière somme que la chambre doit voter.*

Mais, poursuit-on, en rejetant le ministère de l'intérieur, vous mettez le ministère entier hors d'état de marcher, car sans argent pour l'administration, il n'y a point de ministère possible. Nul doute : je ne cache point mon intention. Cette intention est de placer les ministres dans cette alternative ou de se retirer ou d'en appeler aux électeurs qui représentent l'opinion et le vœu de la France ; et il n'y a rien dans cette intention qui ne soit parfaitement constitutionnel. Nous disons à S. M. : Sire, vos ministres ne nous inspirent pas la confiance qui pourrait nous engager à leur confier les fonds de l'état. Nous soumettons respectueusement à V. M. nos défiances. Elle exercera maintenant sa prérogative dans la plénitude de sa puissance, telle que la Charte l'a constituée. Si par l'exercice de cette prérogative, elle nomme de nouveaux ministres et que nous soyons délivrés de nos défiances, qui ne sont point un effet de notre volonté, mais de nos convictions, nous serons heureux, en bons et fidèles députés, de seconder tout système qui nous paraîtra conduire au bien du pays. Si au contraire, par l'exercice de la même prérogative, elle nous enjoint de nous retirer et de faire place à des successeurs légalement et sincèrement élus, nous obéirons, comme c'est notre devoir, en faisant des vœux pour que la chambre nouvelle défende avec succès la monarchie et la liberté.

Je conviens donc avec les ennemis comme avec les amis, que la division du budget en deux catégories, et l'adoption de l'une combinée avec le rejet de l'autre, ont le même effet que le rejet pur et simple de la totalité du budget ; et je dis aux ennemis : Nous ne ferons rien, soit en rejetant une portion du budget, soit en rejetant le budget entier, qui ne soit dans nos attributions légitimes. Mais je dis en même temps aux amis : Le mode que j'indique a cet avantage que vous ne confondez pas dans votre rejet des objets que vous ne devez pas confondre. Vous rendez hommage à la royauté constitutionnelle en votant la liste civile, et vous ôtez à des calomnieux déshonérés le prétexte de dire que vous voulez détruire la monarchie. Vous rendez hommage à la foi publique, en votant les fonds nécessaires au paiement des créanciers de l'état, et vous enlevez aux mêmes calomnieux l'occasion de vous accuser de ne pas respecter suffisamment des engagements sacrés.

Quant à la nécessité de coordonner la loi des voies et moyens à celle des dépenses restreintes de la sorte, elle existerait sans doute pour la symétrie, mais la difficulté qu'on en tire repose sur une confusion d'idées. Le rejet des portions du budget que j'ai indiquées mettant le ministère dans la même position que le rejet du budget entier, c'est à dire dans l'alternative de se retirer ou de convoquer une chambre nouvelle, la seconde comme la première partie de nos délibérations n'aurait point un effet financier, mais l'effet moral que tous les bons citoyens doivent désirer, de quelque opinion qu'ils soient. Il est certain que le ministère est en désaccord avec au moins une grande partie de la nation ; il est donc à souhaiter que la nation entière se prononce par les voies légitimes que la Charte lui donne. Alors le roi connaîtra la situation des esprits, le vœu de son peuple, vœu toujours conforme à ses intérêts et par conséquent à ceux de la monarchie constitutionnelle, car la monarchie constitutionnelle est dans les intérêts nationaux. On ne lui dira plus que l'opposition aux ministres du 8 août ne réside que dans une assemblée factieuse composée dans un moment d'irritation par des électeurs qui la désavouent. Une chambre nouvelle, expression sincère de l'opinion publique, résoudra la question.

On voit que l'expédient que j'indique a sous une autre forme tous les effets que les amis du roi et de la Charte peuvent espérer du rejet du budget en masse. Il a cet avantage qu'il rélute d'avance des accusations calomnieuses et absurdes, mais pouvant faire impression sur les esprits faibles. Il serait même possible qu'il eût un avantage ultérieur, celui de faire que les ministres retirassent eux-mêmes le budget où nous aurions pourtant voté ce qui appartient à la couronne et ce

qui appartient aux créanciers de l'état, et ce serait un plaisant spectacle que de voir sept hommes se préférer aux droits du trône et aux intérêts du crédit public.

En développant ainsi les idées qui se présentent à mon esprit, encourrai-je le reproche de dévoiler un plan de campagne ? Mais je ne fais point de plan de campagne. Je dis ce qui me semble bon à examiner, prêt que je suis à céder à des avis meilleurs ou plus sages.

J'ajouterai que dans l'état de civilisation et de lumières où nous sommes, le secret me paraît une tradition d'un temps qui n'est plus. Tout le monde sait tout ce qui se passe, et l'on ne peut tromper personne sur rien. La *Quotidienne* prétend que Catilina était plus habile que les libéraux : il conspirait en secret, dit-elle : c'est que Catilina conspirait et que les libéraux ne conspiraient point.

Je répète au reste qu'après avoir émis mon opinion isolée ; je n'aurai nulle répugnance à la modifier pour marcher avec des collègues que j'estime : et ce n'est que pour m'éclairer que je leur ai soumis d'avance cette importante question.

Seulement, il y a deux vérités dont je ne me départirai jamais. La première, c'est que nous avons le droit de rejeter le budget, soit en partie, soit en totalité. Je crois l'avoir prouvé, et si j'avais voulu compiler les raisonnements du côté droit, et nommément ceux de M. de Laboulaye en 1825, 1826 et 1827, j'aurais offert à vos lecteurs un volume de preuves ; la seconde, c'est que si les impôts votés pour 1830 sont légitimes et exigibles, quels que soient les ministres qui gouvernent, un coup-d'état, une suspension formelle et déclarée de la Charte anéantissant les pouvoirs qui ont voté ces impôts, frapperaient à l'instant ces impôts mêmes d'illégalité.

Agréez, etc.

BENJAMIN CONSTANT.

\* Les journaux ministériels prétendent que la Charte ne nous a pas donné le droit, mais seulement la faculté brutale de refuser le budget. Il me semble qu'une faculté que la Charte nous autorise à exercer est par là même un droit positif. Si le refus du budget est un délit, la Charte nous aurait donc autorisé à commettre un délit ? L'hypothèse est stupide.

### AMÉRIQUE DU SUD.

#### COLOMBIE.

MARACAIBO, 19 janvier 1830.

Une révolution complète vient de s'opérer dans notre pays. Comme je vous l'ai déjà dit, il était depuis quelques jours dans une grande fermentation, occasionnée par les mouvements de Venezuela dont les avis étaient d'autant plus certains qu'on savait que des troupes étaient en marche de Carthagène pour cette ville. Des assemblées nocturnes eurent lieu, et finalement le préfet, afin de pacifier le peuple, convoqua une assemblée générale dans laquelle fut passé un acte qui depuis a été signé par plus de mille personnes, d'après lequel la ville déclare se séparer de Bogota et se réunir à Venezuela, et proteste contre l'entrée de troupes dans son territoire.

Cette affaire a été conduite avec le plus grand ordre, une parfaite unanimité, et n'a été dérangée par aucun symptôme de turbulence ou de désordre. Des mesures ont été prises pour mettre en opération le plan proposé. Des émissaires ont été expédiés pour porter les nouvelles sur divers points, et des forces ont été mises en mouvement pour défendre l'entrée de la ville en cas de nécessité : on suppose cependant que les troupes dont l'arrivée prochaine est annoncée pourront être déterminées à se réunir aux nôtres. Un conseil provisoire du gouvernement a été nommé par le préfet, et jusque là les choses vont assez bien. Varinas, Merida et Tonja ont fait une déclaration semblable, et Cucuta, dit-on, est sur le point de suivre cet exemple. On suppose que la cause populaire fera des progrès rapides, et que Bolivar a reçu un échec dont il ne se relèvera pas. On espère qu'on trouvera moyen d'éviter l'effusion du sang, et les horreurs de la guerre civile. Dieu veuille que ce vœu soit exaucé. L'acte de séparation n'est pas encore imprimé.

P. S. — Les consuls des différentes nations se sont présentés chez le préfet et ont reçu l'assurance que la même sécurité pour les personnes, les propriétés et pour les affaires, dont les étrangers avaient joui jusqu'à présent, leur serait garantie sous le nouvel ordre de choses ; il paraît qu'il n'existe aucune raison pour en douter. Les affaires du gouvernement suivent la marche ordinaire.

Extrait d'une autre lettre sans date et sans désignation de lieu.

« Quatre cents hommes ont été envoyés sur les bords de la rivière Suguy qui nous sépare de la côte. Deux ou trois flecheras (chaloupes canonnières) y ont pris poste : cette force est considérée suffisante pour défendre la ville contre les troupes expédiées de Carthagène par Montilla. »

Extrait d'une lettre écrite par le correspondant de la Gazette de Baltimore.

« LAGUAYRA, 1<sup>er</sup> février 1830.

« Politiquement parlant tout est tranquille. Cependant toute espèce d'affaires est en quelque sorte paralysée. L'enrôlement de la milice comme mesure de sûreté, est un obstacle à l'arrivée sur le marché de la manière ordinaire des récoltes de café, de cocoa et d'indigo, attendu que les cultivateurs et les

classes ouvrières sont occasionnellement obligés d'abandonner le travail pour le service de la milice. Depuis lors tous les produits sont rares et à des prix élevés. Ceci, toutefois, n'est que temporaire.

« Quant à la guerre civile, je n'y crois pas. Le peuple de Venezuela est déterminé à défendre et à maintenir ses droits et les gens de Bogota n'ont aucune inclination à venir les attaquer quand ils ont à leur tête des hommes comme Paez, Bermudez, Monagas, Arismendi, Marino, etc. Tout finira comme cela doit être, dans la formation paisible de Venezuela en un état séparé et indépendant. Il y aura d'abord quelque bravado, quelque orgueilleuse menace, mais toutes choses seront réglées d'une manière calme et tranquille. 1500 hommes de troupes ont reçu l'ordre de s'embarquer à Puerto-Cabello pour Maracaibo, afin de prévenir les événements dans ce quartier. Le général Montilla, qui commande à Carthagène, avait menacé d'attaquer la place dans le premier moment de la réception des nouvelles de Caraccas, mais ses dispositions doivent être changées maintenant. »

Par le paquebot *Medina* et la goëlette *Horatio*, tous deux arrivés hier dans ce port, nous avons reçu des nouvelles de Carthagène jusqu'au 9 du mois dernier, et un journal de Bogota jusqu'au 24 de janvier.

Le congrès constituant de Colombie a été ouvert à Bogota le 20 janvier, conformément au décret du 24 décembre. 47 députés, faisant plus des deux tiers du nombre nécessaire pour former la majorité, ont répondu à l'appel. Ils se sont d'abord réunis au palais du gouvernement, et se sont rendus de-là, ayant le Président-Libérateur à leur tête, à la Cathédrale pour y entendre la messe, et de-là dans la salle des sessions qui était déjà occupée par un grand nombre de citoyens. Alors le Président, accompagné des ministres des relations extérieures et de l'intérieur, après leur avoir fait un petit discours, a reçu le serment des députés qui à cet effet se sont présentés deux à deux devant lui. Les députés ont procédé ensuite à l'élection de leur président : Urdaneta a reçu 3 votes, Sucre 25, Borrero 15, Castillo 1, Restrepo 2, et Canabal 1. En conséquence Sucre a été déclaré président. Estevés, évêque de Santa-Maria, a reçu 30 votes pour la vice-présidence ; et Bergos a été élu secrétaire. Le Libérateur a annoncé alors que le congrès était légalement installé, sur quoi les officiers ont pris leur siège.

Le général Sucre a fait ensuite un discours où il loue la fermeté avec laquelle Bolivar a guidé la république dans une crise dangereuse et pour avoir convoqué un congrès capable de remédier à tous ces maux, et d'avoir aussi spontanément abdiqué le pouvoir sans limites que lui avait confié le peuple. Son Excellence a répondu : « Sur le congrès reposent les espérances légitimes de la nation. Elle attend de lui une constitution forte et libérale. Quant à moi, a-t-il ajouté, je me retire avec plus de confiance, puisque je vois à la tête des représentants de la nation le grand maréchal d'Ayacucho. »

#### RÉSIGNATION DE BOLIVAR.

LE LIBÉRATEUR AUX COLOMBIENS.

COLOMBIENS !

Je cesse aujourd'hui de vous commander. Je vous ai servis comme soldat et en qualité de magistrat. Dans le cours de cette longue période, nous avons reconquis le pays ; affranchi trois républiques, et supprimé plusieurs guerres civiles ; quatre fois j'ai remis la souveraineté dans les mains du peuple ; j'ai convoqué de mon plein gré quatre congrès constitutants. Ces hauts faits, sont le fruit de vos vertus, de votre valeur et de votre patriotisme, et j'ai eu la gloire de vous servir de guide.

Le congrès constituant qui vient d'être installé, a reçu de la Providence les moyens de donner à la nation les institutions dont elle a besoin et de les fonder sur la nature des choses et des circonstances.

Ayant à craindre qu'on ne me considère comme un obstacle à l'établissement de la république sur des bases qui assureraient sa félicité, j'ai voulu descendre de la magistrature suprême à laquelle votre bienveillance m'avait appelé.

Colombiens, je suis la victime de soupçons déshonorants dont la pureté de mes principes peut seule me défendre. Des hommes qui aspirent au commandement suprême, se sont obstinés à me priver de votre affection. Ils m'attribuent leurs propres sentiments. Ils me représentent comme l'auteur des projets qu'eux-mêmes ont conçus. Ils disent enfin que j'aspire à porter une couronne que plus d'une fois, ils m'ont offerte, et que j'ai toujours repoussée avec l'indignation du plus fervent républicain. Non, jamais, je vous le déclare solennellement, malgré les assertions de ceux qui cherchent à me perdre dans votre estime, je n'ai ambitionné un royaume ; jamais une semblable pensée n'a souillé mon esprit.

Détrompez-vous, Colombiens, mon seul désir a été de concourir à l'avancement de votre liberté et de conserver votre repos. Si pour cela on doit être blâmé, je mérite plus qu'un autre toute votre indignation. N'écoutez pas, je vous en conjure, les viles calomnies, les déclamations intéressées au moyen desquelles on cherche de tous côtés à allumer les torches de la discorde. Cessez de vous laisser tromper par les impostures de ceux qui cherchent à me diffamer ? ne soyez plus aussi aveugles.

Colombiens, ralliez-vous au congrès constituant. Le congrès est la sauve-garde nationale, l'espérance légitime du peu-



ple et le point d'union de ceux qui aiment leur pays. Notre existence dépend de ses décrets souverains : c'est dans ses mains que sont remis le bonheur de la république et la gloire de la Colombie. Si par quelque fatalité, vous veniez à vous en séparer, il n'y aurait plus de salut pour le pays, vous vous plongeriez dans un abîme d'anarchie ; vous laisseriez pour héritage à vos enfants, le crime, le sang, et la mort.

Compatriotes, au moment où je termine ma carrière politique, écoutez mes dernières paroles : Je vous demande au nom de la Colombie, je vous en conjure, restez unis. Craignez de devenir les assassins de votre pays et vos propres exécuteurs.

BOLIVAR.

Bogota, 20 janvier 1830.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Nous avons donné dans un de nos précédents numéros (66) la première lettre de M. BENJAMIN-CONSTANT au sujet de la conduite à tenir par les Chambres dans le cours de la session actuelle. Nous donnons aujourd'hui la seconde lettre qui est une explication de la première.

M. Benjamin-Constant est d'avis d'accorder les fonds nécessaires à la liste civile, à l'armée, au paiement de la dette publique, et de rejeter les demandes qui seront faites pour les autres services. Nous avons une très-haute idée des talents, du tact en politique de cet homme d'état distingué, et des services qu'il a rendus au parti libéral. Nous n'ignorons pas non plus les grandes difficultés que les libéraux ont à surmonter, traversés comme ils le sont, par les ministres dans leurs plus justes vues d'améliorations : mais nous ne pouvons nous empêcher de déplorer la marche versatile et irrésolue des demi-mesures que recommande M. Benjamin-Constant dans cette lettre et dans les subséquentes ; un parti mitoyen ne pouvant satisfaire personne, mais affligé au contraire, nous le voyons clairement, la partie saine de la nation.

Il n'y a, suivant nous, aucune raison pour que M. Benjamin Constant, au lieu de proposer une concession partielle, n'ait pas entrepris ouvertement la discussion de la question entière. C'est le seul cas, peut-être, où il aurait pu réveiller l'énergie de toute la nation, en lui imprimant le sentiment de ses droits. La question consiste à savoir si la chambre des représentants, étant composée des députés de la nation, a droit, en cette qualité, de rejeter le budget ? En d'autres mots, s'il existe en France une garantie constitutionnelle pour la propriété ? Le député devait, suivant nous, embrasser la question dans toute sa portée, et la débattre sans réserve devant la nation. Si les propriétés particulières sont inviolables et sacrées, leurs possesseurs ont le droit incontestable de résister, à l'aide de leurs représentants, à toute espèce d'attaque illégale contre cette propriété. Voilà le terrain sur lequel doit être fixé le parti libéral, et duquel ensuite il doit s'élancer contre les serviteurs du despotisme qui proclament et essayent d'agir d'après le principe absurde et suranné, qu'un roi de France est propriétaire universel et absolu dans le royaume. Il n'y a pas de terme moyen, car l'alternative est simple, et tout-à-fait évidente. D'un côté est la propriété inviolable, et ce qui est presque analogue, la liberté ; de l'autre l'incertitude, et l'esclavage politique. Nous le répétons, nous connaissons les grandes difficultés que les défenseurs des droits de la nation auront à combattre, mais nous osons le dire, si un député portait cette question toute simple devant la nation, il serait soutenu par tous les Français et les artifices honteux des ministres seraient déjoués, par la production de ce seul article de la Charte relatif à la propriété.

Ce n'est qu'en s'emparant avec hardiesse de cette question vitale, que la liberté de la nation peut être réellement défendue. C'est le véritable *argumentum ad hominem* qui pénètre également dans l'intelligence la plus bornée, et dans les esprits les plus éclairés. C'est le grand principe qui a servi de base à l'établissement de la liberté en Angleterre, qui a rompu le joug imposé aux colonies de l'Amérique du nord et qui, s'il est convenablement établi, doit produire le même effet en France.

Le congrès constituant de Bogota est assemblé, et le Libérateur a abdiqué le pouvoir, d'une manière si peu équivoque en apparence, qu'elle pourrait nous convaincre de son désir sincère de se retirer à l'exemple de Washington. Il manifeste, dans sa proclamation aux Colombiens, une telle sensibilité pour sa réputation, et pour l'opinion du monde, qu'elle parle à nos cœurs, et dispose fortement à croire à la sincérité de cette démarche. On peut supposer, néanmoins, qu'un homme dans une situation aussi élevée, qui, comme Bolivar, a été si immensément utile à son pays, et qui est instruit des véritables sentiments du monde sur ses desseins, revienne sur ses pas, et ne consulte plus que sa gloire. Cette marche peut être naturelle ; nous désirons que Bolivar s'y soit livré de bonne foi. Mais quelque rigueur qu'il paraisse y avoir, à énoncer un doute sur les intentions professées par un homme aussi distingué que Bolivar, nous ne saurions nous abandonner sans réserve au charme des phrases, et à l'expression des sentiments, dans une question politique de la solution de laquelle dépendent les libertés de millions d'individus ; surtout lorsque la conduite antérieure du Libérateur a été en contradiction,

sous bien des rapports, avec des professions semblables. La teneur du message maintenant sous nos yeux a une singulière analogie avec le langage que tint Bolivar, lorsqu'en 1819 il se démit du pouvoir suprême à Angostura, et le 10 février 1825 en présence du congrès du Bas-Pérou. Voici les paroles qu'il fit entendre en résignant sa dictature. « Je félicite le Pérou d'être délivré de ce qu'il y a de plus redoutable sur la terre — de la guerre, par la victoire d'Ayacucho — du despotisme, par ma résignation. Le maintien de mon autorité dans cette république serait une absurdité, un phénomène monstrueux, un sujet d'opprobre pour le Pérou. » Tel était alors le langage de Bolivar, tandis que, par ses actions, il tendait à se mettre en possession pour la vie de la dictature de Bolivie. Telles sont encore ses espérances, nous en sommes convaincus, avec le congrès constituant de Bogota, relativement à la Colombie. Bolivar voyant la réaction puissante qui s'élève dans Venezuela, se soumet à la nécessité, et sera satisfait d'obtenir la présidence à vie, que ses amis, le général Sucre, Castillo, Urdaneta, etc., s'efforceront de lui assurer. La réponse du général Sucre au message du Président nous laisse bien peu de doutes à ce sujet.

HAÏTI. — Nous avons annoncé, il y a quelques jours, l'arrivée de la frégate espagnole *Casilda*, au Port-au-Prince (Haïti), avec un commissaire espagnol autorisé à demander la restitution du territoire dans l'île appartenant autrefois à l'Espagne. Afin de préparer les Haïtiens aux événements, le président Boyer a jugé nécessaire de publier, le 6 du mois dernier, une proclamation dans laquelle se référant à une section de la constitution qui déclare que l'île entière et les îles adjacentes forment la république d'Haïti, il affirme qu'il n'y a point eu d'empiétement sur les possessions de S. M. le roi d'Espagne. Il cite à l'appui le traité de Bâle dans lequel il fut stipulé que l'ancienne colonie espagnole ferait partie intégrante de la colonie française de St. Domingue ; il cite la guerre meurtrière de 1802 et finalement le triomphe des Haïtiens. Il exhorte les habitants à adhérer fermement à la constitution, et ajoute que la république désire vivre en paix avec toutes les nations, mais qu'elle leur résistera jusqu'à la dernière extrémité en cas d'invasion.

La *Casilda* a remis à la voile le 8 du Port-au-Prince.

Au moment où nous allions clore nos colonnes, l'arrivée à Boston d'un bâtiment de Liverpool nous met en possession des nouvelles suivantes :

TOULON. — Des ordres viennent d'être reçus dans ce port pour équiper et faire prendre la mer immédiatement aux vaisseaux de ligne le Breslau, la Provence, la Ville de Marseille, et le Scipion ; aux frégates Iphigénie, Didon, Armide et Syrène ; aux corvettes Oise, et Emulation ; aux bricks Dragon, Cygne et Alceste. L'ordre est arrivé en même temps de réparer tous les bâtimens de guerre qui se trouvent dans le port. Ces forces sont destinées pour le Levant.

Il paraît que le sort de la Grèce est loin d'être fixé et il n'est pas impossible, d'après cette démonstration, qu'il ne donne lieu à un appel aux armes pour s'assurer lequel des intérêts de la France, de l'Angleterre ou de la Russie, doit prévaloir en Grèce.

Nous apprenons que la santé du roi d'Angleterre avait été fortement altérée, mais qu'il était en convalescence.

Des propositions ont été faites, dit-on, au sultan pour la cession de la Palestine.

Nous lisons dans le *Mercantile Advertiser*, que le Message du Président des États-Unis au Congrès est arrivé par le brick *Medina*, de ce port ; à Carthagène en 14 jours. Il a été expédié de là à Panama, d'où on l'a envoyé par un bâtiment de guerre à Guayaquil et à Lima. On l'a transporté en 17 jours de New-York à Panama, il en faut six de là à Guayaquil, et il sera arrivé probablement à Lima après 29 ou 30 jours du départ de New-York.

D'après les avis de Lima du 20 novembre, on était occupé des élections de Président et Vice-Président ; on croyait que le général Gamara serait maintenu à la présidence. Tout était tranquille au Pérou.

### CONVENTION ANTI-MASONIQUE.

Une grande fermentation paraît exister dans les États de la Nouvelle-Angleterre, de New-York, et de la Pennsylvanie, contre les francs-maçons. Des assemblées ont été tenues dans un but anti-maçonique dans les villes de Boston, de Harrisburg et de New-York. Il a été convenu dans cette dernière d'envoyer 36 délégués à une assemblée générale dont la réunion aura lieu à Philadelphie. Nous faisons mention de ces faits, quoique nous soyons forcés de confesser notre ignorance des causes qui les ont provoqués, aussi bien que des motifs et de l'objet de cette ligue anti-maçonique.

### STATISTIQUE.

Nous trouvons dans le *New-York Annual Register* l'information suivante :

« Il existe dans l'état de New-York cinq cités, sept cent quarante villes, deux cent quatre-vingt-seize villages incorporés et 1406 Bureaux de Postes.

La valeur de la propriété foncière est estimée à 257,560,897 dollars ; celle de la propriété mobilière à 71,379,102 dollars ; en total 328,939,999 dollars.

Le nombre de journaux dans l'état est de 211, inclus 32 journaux anti-maçoniques.

Dans la ville de New-York, on compte 47 journaux, 11 desquels paraissent tous les jours. Le nombre des feuilles de papier qu'ils consomment est de 9,799,340, qui requièrent annuellement 26,415 rames de papier.

Le nombre de Banques dans l'état est de 45, et leur capital collectif est de 25,234,600 dollars. Il y en a 14 dans la ville de New-York, dont le capital réuni s'élève à 15,330,000 dollars, non-compris deux banques incorporées dont le capital n'a pas encore été assuré.

Le montant des taxes payées par les Banques de la ville en 1829 au trésor de la ville de New-York, s'élevait, sur la propriété foncière, à 267 19 cents et sur la propriété personnelle à 54,039 dollars. Les compagnies d'assurance ont payé sur la propriété foncière 1,905 42 cents, sur la propriété personnelle 41,816 dollars. Diverses autres compagnies incorporées 1,185 80c. sur la propriété foncière, et 5,762 41c. sur la propriété personnelle. Montant total des taxes 104,721 37 cents.

Le nombre de procureurs et conseillers dans l'état était en 1820 de 1,248 ; et en 1829 de 1,688.

Il y a 129 membres du clergé épiscopalien, 378 presbytériens, 91 de l'église hollandaise réformée, 306 méthodistes, 211 anabaptistes, 13 luthériens, 18 catholiques romains, 14 universalistes, et 14 des diverses autres dénominations. Total 1,229. Leur nombre en 1819 ne s'élevait qu'à 761.

### [ Extrait du Washington Telegraph. ]

Pendant la dernière session de l'assemblée générale d'Indiana, un singulier froissement a eu lieu entre le gouverneur et le sénat au sujet d'un bill pour la route du Michigan. Le nom de M. Noah Noble y a été inscrit en qualité de commissaire, et le gouverneur M. Rey, s'était, dit-on, personnellement déclaré contre cette nomination, ajoutant qu'il ne donnerait point sa signature au bill, si ce nom y était inscrit. Le bill a passé aux deux chambres, avec le nom de M. Noble. Le gouverneur Rey, après l'avoir retenu deux ou trois jours, l'a signé et approuvé, et a écrit au bas de la page les remarques suivantes :

Indianapolis, 29 janvier 1830.

Il y a dans ce bill des choses que mon esprit ne peut sanctionner. Le commissaire qui y est nommé est, suivant moi, indigne de remplir cette place. Si le bill m'eût été transmis à une époque de la session moins avancée, il serait devenu loi, s'il devait l'être, sans ma signature ; mais voyant que la législature est sur le point d'être ajournée sans que le bill puisse rester cinq jours dans mes mains, je ne dois pas consentir au sacrifice d'argent qui résulterait de la détention que j'en ferais. En conséquence je dois me soumettre à la nécessité d'établir la route en question du Michigan, si nécessaire au repos et à l'intérêt public, en faisant dans cette circonstance le sacrifice de mon opinion.

(Signé) JAMES B. REY.

Peu de tems après l'envoi du bill au bureau du secrétaire d'état, cette espèce de protêt étant parvenu à la connaissance de quelque sénateur, M. Worth a proposé la reproduction du bill ou une copie des remarques du gouverneur, et lorsque ce bill a été présenté de nouveau, M. Linton a offert la résolution ci-après :

Que dans l'opinion du Sénat, le droit du pouvoir exécutif sur les bills qui ont passé aux deux branches de l'assemblée générale, ne s'étend point à la faculté de griffonner des injures sur leur compte, et que son abandon à cette propension dans le cas du bill pour l'ouverture de la route du Michigan, est non-seulement une grave insulte au jugement de la législature, mais une démonstration de *spleen* qui n'est point autorisée par la Constitution, ni par les convenances de sa place.

Cette résolution a été adoptée à une grande majorité, cinq des sénateurs seulement ayant voté contre.

On dit que la malle des États-Unis a été arrêtée par Tuskinah premier chef de la nation des Creeks ; qu'il l'a retenue pendant trois heures, après quoi il lui a permis de continuer sa route. Un procès lui a été intenté au sujet de cette détention.

D'après un journal de la Géorgie, une troupe d'indiens Cherokees au nombre de 30 ayant à leur tête leur chef Ridge, tandis qu'elle poursuivait des blancs et des indiens voleurs de chevaux, se sont avancés jusqu'à la vallée de Vance qui fait partie du territoire des Creeks réclamés par l'état de la Géorgie et où quelques familles de blancs se sont temporairement établies. Les indiens, après avoir expulsé les habitants de leur demeure, dans la saison la plus rigoureuse, y ont mis le feu. Cependant l'alarme ayant bientôt été répandue, les blancs ont réuni une force de 23 hommes qui s'est mise à la poursuite des indiens. 12 de ceux-ci ont été surpris et six d'entre eux étant ivres ont été faits prisonniers. Un de leurs chefs Chewaya a été assommé jusqu'à la mort par une populace en furie.

### LITTLE-ROCK, Arkansas, 2 février.

Par un voyageur arrivé ici de l'agence indienne de l'ouest, nous apprenons le retour des Osages de leur excursion guerrière contre les Pawnees, pendant laquelle ils ont réussi à surprendre un des villages de ces derniers. Presque tous les malheureux habitants ont péri, sous le couteau et les tomahawks des Osages qui ont rapporté en triomphe de 60 à 70 péricrânes (scalps) et quelques prisonniers qui ayant échappé à leur hache meurtrière sont destinés à une mort lente et plus cruelle.

Les Osages exaltés par leur victoire se préparaient, nous dit le voyageur, à une attaque semblable sur les Choctaws dont la résidence est sur la red river.



## HISTOIRE.

## FRAGMENTS INÉDITS DE SIR WALTER SCOTT.

(Ces fragments sont extraits de la troisième série de l'*Histoire d'Ecosse* par Walter Scott, qui paraîtra chez Ch. Gosse, rue Saint-Germain-des-Prés, n° 9, le 20 de ce mois ; époque de la publication du texte à Londres.)

## LE CHEVALIER DE SAINT-GEORGE. — LA COUR DE SAINT-GERMAIN. — PROMESSES DE LOUIS XIV.

Pendant un certain temps, presque tous les habitants de l'Ecosse furent disposés à concourir unanimement à ce qu'ils appelaient la restauration du fils de Jacques II sur le trône de ses pères ; et si le roi de France, son allié, eût pris sa cause véritablement à cœur, si ses partisans en Ecosse eussent été plus unis entre eux, ou qu'ils eussent eu quelque chef doué de talents distingués, la maison de Stuart aurait pu se remettre en possession de son ancien domaine d'Ecosse, et peut-être même aussi de l'Angleterre. Pour bien comprendre les causes qui anéantirent cet espoir, il est nécessaire de revenir sur l'histoire de Jacques II, et de prendre en considération le caractère et la situation de son fils.

Le chevalier de Saint-George, nom de convention qu'il portait, et qui n'était ni une reconnaissance, ni un désaveu de ses prétentions à la royauté, était ce fils infortuné de Jacques II dont la naissance, qui dans un cas ordinaire aurait dû être l'appui du trône de son père, devint par une fortune cruelle le motif le plus fort pour accélérer la révolution. Il perdit donc l'espoir d'une couronne, et fut exilé de son pays natal, avant de savoir ce que signifiaient les mots *pays* et *couronne* ; il vécut à la cour de Saint-Germain, où Louis XIV permettait à Jacques II de conserver une vaine parade de royauté. Ainsi il fut élevé d'après le système généralement reconnu comme le plus mauvais qu'on puisse suivre pour l'éducation d'un prince ; c'est-à-dire, il fut entouré de toute la pompe et de tout le cérémonial extérieur d'une royauté imaginaire, sans que l'expérience pût lui apprendre aucune partie de ces fonctions et des devoirs véritables d'un roi. Des hommes oisifs qui formaient le simulacre d'un conseil et qui jouaient le rôle de ministres, s'occupaient aussi activement d'intrigues politiques pour obtenir des places et des dignités idéales à la cour de Saint-Germain, que si elles eussent dû leur procurer un rang et des émolumens, de même qu'on voit des joueurs ruinés passer les jours et les nuits dans une maison de jeu, quoique trop pauvres pour mettre eux-mêmes leur enjeu sur la table.

Il est certain que la versatilité des hommes d'état d'Angleterre, en y comprenant quelques grands noms, est en quelque sorte l'apologie du cabinet de ce prince détrôné, et va même jusqu'à justifier l'espoir qu'avaient conçu les courtisans de Saint-Germain, qu'une contre-révolution aurait bientôt lieu, et remplirait leur attente.

Au milieu de ces petites et mesquines discussions, il n'était pas probable que le fils de Jacques II augmenterait beaucoup la force d'esprit dont la nature ne lui avait donné qu'une petite portion, d'autant plus que son père avait perdu cette habitude des affaires qui lui avait été familière autrefois ; et, abandonnant tout espoir de sa restauration, il s'était entièrement livré aux pratiques sévères d'une dévotion ascétique. Le chevalier de Saint-George ne pouvait donc tirer aucun fruit de ses avis ni de son exemple, et le ciel ne lui avait pas accordé les talents qui peuvent remplacer l'instruction.

L'héritier de cette ancienne race ne manquait pourtant pas des qualités extérieures qui conviennent à de si hautes prétentions ; il était de grande taille, et avait une physionomie noble et des manières affables. Dans une ou deux campagnes il avait mérité des applaudissemens, et prouvé qu'il ne manquait pas de courage, s'il manquait d'énergie. Il paraît avoir été d'un caractère gai, doux et traitable. En un mot, né sur un trône, et avec des ministres judicieux, il aurait pu être un prince populaire ; mais il n'avait pas les qualités nécessaires pour gagner ou reconquérir un royaume.

Immédiatement avant la mort de son malheureux père, le chevalier de Saint-George fut confié à la protection de Louis XIV d'une manière touchante. Le monarque français vint pour la dernière fois dire adieu à son infortuné allié, alors étendu sur son lit de mort.ému par cette scène pathétique, et possédant réellement une portion de cette magnanimité royale dont il aimait à se faire honneur, Louis déclara publiquement son dessein de reconnaître le titre du fils de son ami comme héritier du trône de la Grande-Bretagne, et de prendre sa famille sous sa protection. Le prince mourant se souleva sur son lit et s'efforça d'exprimer sa reconnaissance ; mais ses faibles accents furent étouffés par le murmure de douleur et de joie de ses fidèles serviteurs. Tous répandaient des larmes ; et Louis lui-même y joignit les siennes. Ainsi fut donnée dans un moment d'enthousiasme une promesse d'appui dont le roi de France eut ensuite de bonnes raisons pour se repentir, attendu qu'il ne pouvait décemment violer un engagement contracté dans une circonstance si solennelle quoique dans la suite de son règne il se soit trouvé peu en état de fournir au chevalier de Saint-George les secours que sa promesse donnait à ce prince le droit d'attendre de lui.

Louis était particulièrement embarrassé par le nombre de plans et de projets pour une invasion de l'Ecosse et de l'Angleterre, proposés, soit par de vrais jacobites empressés de se distinguer par leur zèle, ou par des aventuriers qui, comme le fameux capitaine Simon Fraser, en prenaient l'apparence pour se mettre en état, soit de favoriser la cause du chevalier de Saint-George, soit de le trahir en faisant connaître ses desseins au ministère anglais, suivant que l'exigeraient les intérêts de l'émissaire. Ce capitaine Fraser, qui fut ensuite le célèbre lord Lovat, était traité avec froideur par le chevalier et par lord Middleton, son secrétaire ; mais il gagna la confiance de Marie d'Est, veuve de Jacques II. Ayant enfin été par son influence envoyé en Ecosse, Fraser intrigua ouvertement avec les deux partis ; et quoique en voyageant dans les montagnes d'Ecosse il jouât le rôle et tint les discours d'un jacobite prononcé, il faisait connaître secrètement tout ce qu'il pouvait apprendre au duc de Queensberry, alors commissaire royal, et représentant de la reine Anne. Il eut pourtant l'audace de retourner en France, et d'y parler en victime inno-

cente de l'injustice ; mais il fut enfin envoyé à la Bastille, en récompense de sa duplicité. Il est probable que cette intrigue du capitaine Fraser, qui eut lieu en 1703, contribua à inspirer à Louis de la défiance contre les agents jacobites écossais, et le décida, malgré le bruit général du mécontentement inspiré par le gouvernement de la reine Anne, à s'assurer de l'esprit du pays en y envoyant lui-même un agent, avant de se déterminer à accorder au chevalier des secours considérables pour une invasion, ce que ses guerres en Flandre et les victoires de Marlborough le rendaient peu en état d'exécuter.....

## PRINCIPAUX PERSONNAGES D'ECOSSE. — LE DUC D'HAMILTON. — LE DUC D'ARGYLE. — LE COMTE DE MAR.

Pour vous donner une idée distincte de la situation dans laquelle se trouvait la Grande-Bretagne à cette époque féconde en événemens, j'esquisserai d'abord le caractère de trois ou quatre des principaux personnages d'Ecosse, dont l'influence contribua beaucoup à occasionner les événemens qui suivirent.

Vous connaissez déjà un peu le duc d'Hamilton, qui s'était distingué pendant le dernier parlement d'Ecosse, comme chef du parti qui s'opposait au traité d'union. Pendant le complot pour l'invasion de l'Ecosse et la restauration de la maison de Stuart, il paraît aussi avoir été regardé comme le chef des jacobites des basses-terres, les montagnards semblant plus portés à se ranger autour du duc d'Arthole. Il était le pair du plus haut rang en Ecosse, et allié de près à la famille royale, ce qui le fit accuser par quelques personnes de porter ses vues jusqu'à la couronne, folie dont son bon sens reconnu peut permettre de l'acquitter. Il était bien fait, poli et aimable dans ses manières, vu de bon œil en général par toutes les classes, et chef naturel des nobles du comté de Lanark, dont la plupart avaient une origine commune avec la sienne. Par suite de l'influence de sa mère, la duchesse, il avait toujours conservé un parti considérable parmi les montagnards ou caméroniens, qui, depuis la révolution, avaient pris les armes plus d'une fois, et qui, en cas de guerre civile ou d'invasion, devaient être d'une grande utilité. Avec tous ces avantages dus à sa naissance, à son caractère et à son influence, le duc d'Hamilton avait un défaut qui empêchait qu'il ne s'élevât à un rang éminent comme chef politique. Il était doué de valeur personnelle, comme il le prouva dans le dernier acte de sa vie, qui fut si tragique ; mais il était dénué de courage politique et de décision. Les dangers qu'il avait bravés de loin l'épouvantaient quand ils s'approchaient. Il était porté à désapprouver ses amis comme le cheval qui, après s'être avancé avec ardeur devant une haie, refuse de la sauter, met son cavalier en danger et peut-être le désarçonne. Malgré ce défaut, Hamilton était aimé et estimé de Lockhart et des autres chefs du parti des torys, qui paraissent plutôt avoir regretté son manque de fermeté comme une faiblesse, que l'avoir condamné comme une faute.

Un autre Ecossois que ses talents mirent en avant sur la scène à la même époque, fut John, duc d'Argyle, homme dont la grandeur ne dépendait pas des avantages accidentels du rang, de l'influence et de la fortune, quoiqu'il les possédât tous à un aussi haut degré que le permettait son pays, puisque ses talents étaient de nature à le placer dans une situation éminente et distinguée, dans quelque humble classe qu'il lui fût arrivé de naître. Ce grand homme était issu de l'ancienne maison d'Argyle, qui joue un rôle si important dans l'histoire d'Ecosse.

Le duc dont nous parlons maintenant était arrière-petit-fils du marquis d'Argyle, qui fut décapité après la restauration et petit-fils du comte qui subit le même sort sous Jacques II. Sa famille avait été fort appauvrie par ces actes réitérés de persécution.

La maison d'Argyle fut amnistiée à la révolution, le père du duc John fut rétabli dans ses biens paternels, et pour l'indemniser des injustices faites à son père et à son aïeul, on lui donna le titre de duc. Une circonstance remarquable, qui arriva au duc John dans son enfance, aurait été regardée par les païens comme un présage qu'il était sous la protection spéciale de la providence, et réservé pour quelques grands desseins. A l'époque, la tradition dit le même jour, 30 juin 1685, que son grand-père, le comte Archibald, allait être décapité, l'héritier de la famille, alors âgé d'environ sept ans, tomba d'une fenêtre de l'ancienne tour de Letington, près d'Had-dington, où résidait alors sa grand-mère, la duchesse de Lauderdale. Cette fenêtre était si haute, qu'on peut regarder comme une espèce de miracle que l'enfant ne fût pas blessé.

Etant entré de bonne heure dans la carrière militaire, qui avait été long-temps la profession de ses ancêtres, il se distinguait au siège de Keyerswart, sous les yeux du roi Guillaume. Montrant de rares talens pour les affaires, il fut nommé lord grand-commissaire près le parlement d'Ecosse en 1705 ; et en cette occasion il se conduisit avec tant d'adresse qu'il contribua au traité d'union en faisant nommer des commissaires pour arranger cette grande mesure nationale. Le duc posa donc la première pierre d'un édifice qui, quoique construit d'après un système étroit et fautif, était pourtant fait pour devenir définitivement, comme il le devint par la suite, la base de la prospérité universelle du royaume-uni. Dans le dernier parlement écossais, son éloquence naissante fut un des principaux appuis de ce grand traité. Le nom d'Argyle ne se trouve sur aucune liste de ceux qui partagèrent la somme donnée comme équivalent ; et ses concitoyens, au milieu du mécontentement excité par cette mesure, le distinguèrent comme l'ayant appuyée véritablement par principe. Dans le fait, il est honorable au caractère de ce grand homme que, quoiqu'il fût occupé de rétablir la fortune de sa famille cruellement diminuée par les infortunes de son bisaïeul et de son grand-père, et par les folies de son père, il eut trop de bon sens et d'honneur pour s'abaisser jamais jusqu'à des moyens indirects pour se procurer des avantages personnels, et qu'il fut en état dans un siècle de vénalité de délier toute imputation de corruption. L'homme d'état qui est une fois surpris à vendre ses opinions à prix d'argent est comme une femme qui a perdu sa réputation ; il ne peut jamais ensuite regagner la confiance publique et la bonne opinion dont il avait joui. On récompensa pour-

tant Argyle en le créant pair d'Angleterre sous le titre de comte de Greenwich et de baron de Chatham.

Après que l'union eut été conclue, Argyle retourna à l'armée et servit sous Marlborough avec une réputation distinguée dont on crut que ce grand général lui-même daigna être jaloux. Du moins il est certain qu'il n'existait pas de cordialité entre eux ; car on savait que lorsque le bruit courut que l'administration whig de Godolphin voulait mettre tout en œuvre pour faire créer le duc général à vie, en dépit de la volonté contraire de la reine, Argyle offrit, si l'on faisait une nouvelle tentative, d'arrêter Marlborough même au milieu de l'armée victorieuse qu'il commandait. Il était donc à cette époque ami ferme et zélé d'Harley et de Bolingbroke, qui commençaient alors leur administration. Pour le récompenser d'un appui dont on sentait l'utilité, le ministère tory le nomma commandant en chef de l'armée, et promit de lui fournir les troupes et l'argent nécessaires pour faire la guerre avec succès dans ce royaume. Les torys avaient toujours soutenu qu'il fallait la continuer, et cette promesse, Argyle accepta la nomination, dans l'espérance ambitieuse d'acquiescer cette renommée militaire qui était le principal objet de ses desirs.

Mais le duc éprouva une extrême mortification, à son arrivée en Espagne, en y trouvant l'armée anglaise dans un état trop misérable pour hasarder quelque entreprise importante, et même dans l'impossibilité de défendre sa position. Les ministres anglais manquèrent à la parole qu'ils lui avaient donnée de lui fournir les moyens de se maintenir dans ce pays, et ne lui envoyèrent ni renforts ni argent. Au lieu de devenir le rival de Marlborough, ce qui avait été l'objet de son ambition, Argyle se vit donc réduit à la triste nécessité de se retirer à Minorque pour sauver les débris de son armée. La raison que donnèrent les ministres pour ce manque de foi fut qu'étant déterminés à conclure le grand-vœu, ils ne désiraient pousser la guerre en Espagne, et que se dessinant d'Argyle lui occasionnerent une fièvre violente, il eut à lutter contre la mort. Il retourna en Angleterre plein d'idées de vengeance contre les ministres qui, par leur manque de parole, l'avaient privé, pensait-il, d'une ample moisson de gloire.

A son arrivée en Angleterre, les ministres Harley, alors comte d'Oxford, et lord Bolingbroke, cherchèrent à apaiser le ressentiment du duc en le nommant commandant en chef de l'Ecosse et gouverneur du château d'Edimbourg ; mais il n'en resta pas moins ennemi prononcé et dangereux de leur administration, formidable par ses grands talens civils et militaires, par son éloquence puissante, et par l'énergie intrépide qu'il montrait dans ses discours et dans ses actions.

John, onzième comte de Mar, dont le nom de famille était Erskine, fut aussi un des hommes remarquables de ce temps. C'était un homme doué d'un esprit subtil et d'une éloquence facile, versé dans les intrigues d'état et courtisan heureux. Sa fortune avait été dérangée par la mauvaise administration de son père, mais il la rétablit en grande partie par une prudente économie. Il obtint le commandement d'un régiment d'infanterie ; mais quoique nous soyons sur le point de le voir à la tête d'une armée, il ne paraît pas que Mar se fut appliqué aux affaires militaires, ou qu'il eût acquis de l'expérience par un service actif. Son père avait été whig, et avait professé les principes de la révolution ; et John son fils commença par porter les mêmes couleurs. Il présenta au parlement d'Ecosse la proposition du traité d'union, et fut un des commissaires écossais chargés d'en régler les articles préliminaires. Etant secrétaire d'état de l'Ecosse pendant le dernier parlement de ce pays, il employa l'éloquence et l'adresse en faveur de ce traité. Mar ne paraît pas du nombre de ceux qui reçurent quelque portion des équivalens ; mais comme l'union lui fit perdre sa place de secrétaire, il fut créé garde du sceau avec une pension, et fut admis dans le conseil privé d'Angleterre. Lors du célèbre changement d'administration en 1710, le comte de Mar, alors un des quinze pairs qui représentaient la noblesse d'Ecosse, se déclara pour les nouveaux ministres, et fut nommé un des secrétaires d'état de la Grande-Bretagne. En cette qualité, il fut fort occupé des affaires d'Ecosse et de celles qu'on avait à traiter avec les montagnards. Son grand domaine situé dans le comté d'Arberdeen, lui donnait pour vassaux une multitude considérable de montagnards, ce qui, joint à ce qu'il était un vassal des favoris de la couronne, lui rendait facile d'obtenir parmi leurs chefs une influence qui eut de fâcheuses suites fatales pour eux et pour lui-même.

Tels étaient les trois principaux nobles écossais de qui dépendaient beaucoup les affaires d'Ecosse dans les temps de troubles.

## VOYAGES.

## VIENNE.

(N° 10.)

« Me voilà encore une fois à Rébil-élevé, je reprends, pour gagner les rives du Danube, les sentiers que je me guida sur les bords du Tibre et qu'été dernier je suivis errante à bien des charmes ; je la reprends, même pour le bonheur, s'il n'était pas convenu que le bon cœur n'est pas fait pour l'homme ; mais ce que j'éprouve y ressemble bien. Quel magnifique panorama, que de scènes variées, que de contrastes ! Tantôt je voyage seul et tout occupe, tantôt je suis dévoré à mes yeux ; tantôt j'en suis distrait par la foule qui remplit les *cilivagen* d'Allemagne. Aujourd'hui je reçois la plus aimable hospitalité des ministres de France, et demain, je vais m'asseoir à l'une de ces longues tables d'honneur qui donnent une idée de la tour de Babel, tant y est grande la confusion des langues.

« Tel est le spectacle qui m'attendait à la frontière ; mais en entrant dans le pays de Bade je me retournais plus d'une fois pour admirer encore la merveille des bords du Rhin, le chef-d'œuvre du moyen-âge, la tour de Strasbourg. Le ciel était couvert de nuages grisâtres : quand ils venaient à s'entr'ouvrir,



et qu'un rayon de soleil tombait sur cette flèche, à la fois si hardie et si majestueuse, je ne saurais en peindre le magique effet ; au moindre souffle de vent ses aiguilles gothiques silencieuses, si découpées, semblent devoir tomber avec les feuilles qui voltigent dans les airs, et cependant que de générations, que d'orages sont venus mourir à ses pieds. Nous devrions être à genoux devant les maçons d'un temps que nous appelons barbare. Ni les charmes de Baden, ni ses bains si renommés, ni la gracieuse et magnifique hospitalité du prince n'ont pu me tenter ; j'aurais trouvé là des Parisiens et des Parisiennes, et ce n'est pas la France que je cherche de l'autre côté du Rhin.

Celui qui court avec la rapidité d'une estafette ressemble à un homme qui, n'ayant vu que les décorations d'un théâtre, ne doit point parler des pièces ni des acteurs : s'il confond les sujets de la nature la plus diverse, sa manière de voyager est encore son excuse ; son esprit suit la route, et son livre de poste devient sa table des matières ; aussi n'a-t-il qu'une prétention c'est de conter le peu qu'il a vu ; il y a dans la moindre page écrite sur les lieux, même par le plus ignorant, un intérêt très différent de celui qu'offre un livre fait avec des livres ; inspirer un peu de cet intérêt est tout ce que je désire, et si mon extrême brièveté a le défaut de n'être pas instructive, on lui trouvera peut-être la qualité moins importante de n'être pas ennuyeuse.

Deux heures à Carlsruhe suffisent pour y reconnaître la création d'un souverain ; c'est une miniature de Versailles, tout est tranquille et muet. Le prince a bien pu tirer les rues au cordeau, mais il n'a pu y appeler le mouvement et la vie. Le grand-duc de Bade et le royaume de Wurtemberg ressemblent sous un beau jardin anglais, dont la route serpente à travers des bois, des collines, des vallées verdoyantes semées de grandes et blanches.

Arrivé comme il m'est, je n'ai vu que les hautes murailles de sa vieille ville et le Danube, qui en cet endroit n'a rien de plus que la Seine, au pont de Sèvres ou de Saint-Cloud. Si que de noms rappelés par ce seul nom ! Qui eût pu prévoir, à trente ans, qu'un jour ces vieux murs seraient témoins d'un événement presque aussi mémorable que le jour où le fougueux Luther et le grave Mélancthon présentèrent à Charles-Quint la Confession d'Augsbourg. C'est à Ulm que celui dont la fortune devait expier ce triomphe à Baylen, vit une armée entière poser les armes à ses pieds. Et nous aussi, nous avons vu les champs de Lutten, théâtre de deux batailles : c'est ainsi que va le monde, et qu'un souvenir illustre est effacé par un plus grand souvenir.

Me voici de nouveau sur une terre constitutionnelle : Munich, où il faut bien faire quelque séjour, à moins d'être un véritable barbare, Munich offre un coup d'œil extraordinaire et bizarre ; vue de la ville Neuve, l'autre moitié semble une décoration du moyen-âge, transportée par le pinceau de Daguerre ou de Cicéri au milieu de nos édifices modernes ; placez-vous au contraire dans une maison de la vieille ville des électeurs, vous voyez s'élever une cité nouvelle sous la baguette d'un enchanteur : des temples, des palais, des théâtres, tout ce qui ressemble à l'ouvrage d'un siècle est né d'hier ; la terre en enfante de nouveaux demain. En passant sous ces colonnes qui attendent leurs chapiteaux ; en traversant ces quartiers, où d'élégants frontons sont à demi-cachés par de verts ombrages, on est tenté de se croire dans une des cités d'Italie, au tems de leur jeunesse et de leur opulence ; on se demande si l'Allemagne a une Florence, et si un Médicis est sur le trône. La volonté d'un prince qui aime et cultive les arts et la poésie, donne à cette capitale un air de pompe et de grandeur qui d'abord éblouit le voyageur surpris ; mais pendant mon séjour à Munich, j'apprends que tout cet éclat factice devait peu durer. Ces magnifiques demeures si rapidement construites auront peine à trouver des habitants ; ces promenades sont désertes, et l'herbe va déjà croître dans ces places. C'est que la fortune des particuliers peut seule entretenir la création du monarque. Si Gènes fut nommée la superbe, c'est qu'elle a d'abord été industrielle ; l'agrandissement, la prospérité d'une ville sont l'affaire du commerce et des siècles ; l'ouvrage d'un prince tombe avec lui ou avant lui.

Je ne condamnerai personne à parcourir avec moi les appartements royaux, à admirer la couverture du lit nuptial de l'empereur Charles VII, velours tellement chargé de broderies d'or, que quatre hommes peuvent à peine le soulever. La seule partie du mobilier royal qui m'ait tenté, ce sont de légers traîneaux semés de grelots d'argent. Se sentir emporté la nuit sur la neige, enveloppé de fourrures, précédé de torches enflammées qui galoppent devant vous, voir passer près de soi des femmes fugitives comme le regard, comme la pensée... doit causer une sorte d'extase. Selon moi, rien de comparable aux voluptés que j'appellerais aériennes ; j'aime tout ce qui ressemble à quitter la terre : aussi, quand un ballon ne vous a pas procuré la réalité de cette joie, au moins faut-il avoir descendu le mont-Cenis ; et quant à ceux qui n'ont pu, sur nos définites montagnes Beaumont, se faire une faible idée de ce ravissant plaisir, je les déclare les plus malheureux des hommes.

J'ai passé d'agréables heures dans les galeries qui renferment de nombreux tableaux ; mais si vous avez erré parmi ce peuple de rois et de reines, si vous avez vu la Glyptothèque du roi de Bavière. Et vous ne serez pas heureux voyageurs qui avez visité l'Angleterre, si l'on vous vante le parc et le château de Nymphenburg, croyez-moi, ne venez-vous en à Richmond et à Windsor ! J'ai le soir à l'opéra ; je trouvais l'orchestre excellent, les voix admirables, la musique fort savante ; j'aurais pu me croire à Paris, si l'on n'avait représenté cette fois *Macbeth*, opéra tombé chez nous, et qui obtient ici un succès complet.

Les hommes dont le sort est le plus digne d'envie sont, ce me semble (après les grands seigneurs anglais), les rois et princes de Bavière ; ils ont abdiqué les charges de la grandeur : ici le monarque n'est point exilé de ses jardins ; il lui est permis de sortir, de marcher, comme un simple particulier ; il peut s'égarer dans les rues comme dans les bosquets de sa royale demeure. Allons, décidément j'attendrai la saison des traîneaux dans cette heureuse contrée. Je formais le vœu de dresser ma tente à Munich, et déjà j'entends les chevaux qui m'attendent.

Me voilà seul, n'entendant plus parler anglais ni français, couchant dans des villages dont j'ignore même le nom, vivant avec le peuple et remarquant partout une bonhomie, une obligeance que chez nous le peuple n'a pas ; la bonté et la bonne foi sont encore la base du caractère allemand. De loin en loin résonnent des fanfares qui feraient honneur à des musiciens exercés ; j'ouvre les rideaux de cuir de ma calèche, et j'aperçois quelque postillon sonnant du cor pour se désennuyer.

L'Italie est, dit-on, la terre privilégiée de la musique : encore une réputation usurpée. Il est vrai que cette contrée donna naissance à une foule de compositeurs célèbres ; mais le goût, le sentiment de cet art ne sont point le caractère distinctif de ses peuples : j'ai navigué sur les canaux de Venise ; les gondoliers ne chantent plus que pour de l'argent fort mal gagné, la population qui habite entre le tombeau de Virgile et le berceau du Tasse vous assourdit par d'horribles croassements : c'est en Allemagne que le peuple est vraiment musicien ; dans les rues et sur les grandes routes, on peut entendre de véritables concerts ; j'ai trouvé un jour une collection complète de guitars et de mandolines dans une cabane, au sommet d'une montagne, et vingt fois je me suis arrêté pour écouter les refrains d'un pâtre.

Un jour, entr'autres, j'étais entré pour dîner dans un cabaret sur la frontière de Bavière. Figurez-vous une salle basse bien enfumée, bien noire, empestant le tabac, et chauffée par je ne sais combien de pipes allemandes, plus un poêle énorme. Dans un coin est une horloge, dans l'autre un grand crucifix ; quelques Tyroliens à ceinture argentée, des postillons portant un ruban et des fleurs à leurs chapeaux, fument et boivent de la bière ; pour moi, appuyé sur la table, je fais une assez maussade figure. Voilà que dans ce lieu si peu poétique entrent deux jeunes filles portant des harpes, elles s'asseyent et s'accompagnent de leurs gracieux instruments, elles chantent les romances du Tyrol ; ni l'une ni l'autre de ces ménestrelles n'était jolie ; leur figure ne pouvait donc me faire illusion sur leurs chants ; cependant ces refrains, dont je ne comprenais pas un mot, étaient doués d'un charme si original, qu'ils m'avaient fait oublier et la chaleur du poêle, et l'odeur des pipes, et le contact des postillons : j'étais transporté dans un monde imaginaire.

VICOMTE DE NUGENT.

## ANNONCES.

### A NOS AMIS ÉTRANGERS.

Nous avons encore été heureux, comme à notre ordinaire, dans le dernier tirage qui a eu lieu en cette ville hier, Mardi, 9 mars, ayant vendu plusieurs gros lots.

Nous prenons la liberté de rappeler à l'attention de nos amis et du public, la brillante LOTERIE dont le tirage doit avoir lieu en cette ville JEUDI, le 18 Mars.

\$25,000, \$10,000, \$5,000,

et plusieurs autres gros lots. Les BILLETS ne sont que de \$8 chaque ; demi-billets de \$4, quarts de billets de \$2.

N. B. — Les dames et messieurs à qui il ne conviendrait pas de venir au bureau, auront la bonté d'envoyer leurs ordres, soit par la poste soit par leurs domestiques, à N. & S. SYLVESTER, No. 130, Broadway, New-York.

Or Français, 600 Napoléons à vendre. Nous continuons de nous occuper, comme ci-devant, de toutes les affaires de change, dans quelque branche que ce soit. Les personnes qui désireraient acheter, vendre ou négocier, or, argent, lettres de change, fonds publics ou actions, sont priées de s'adresser à SYLVESTER, 130 Broadway.

### PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Depart de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 <sup>er</sup> fév. 1 <sup>er</sup> juin. 1 <sup>er</sup> oct.
1	Harve.	Keene.	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carroll.	Clark.	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnel.	Hawkins.	1 <sup>er</sup> mars 1 <sup>er</sup> juil. 1 <sup>er</sup> nov.
3	Henri IV.	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.	E. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.	Macy.	1 <sup>er</sup> avril. 1 <sup>er</sup> août. 1 <sup>er</sup> déc.
3	François Ir.	Skiddy.	10 » 10 » 10 »
2	Erie.	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.	Orne.	1 <sup>er</sup> mai. 1 <sup>er</sup> sept. 1 <sup>er</sup> jan.
3	De Rham.	Depeyster.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonnafé.	Hathaway.	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné. Deuxième ligne, Bonnafé, Boisségard et Cie., agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer ; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston ; courtiers, Crassous & Boyd.

Prix du passage dans la chambre \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

### AGENCE.

NEW-YORK, Nassau-street, No. 7.

EUGÈNE BERGONZIO a l'honneur de prévenir le public qu'il a établi dans cette ville, depuis quelques années, un BUREAU D'AGENCE à l'usage des Américains et des étrangers.

On s'y charge 1<sup>o</sup> de tout ce qui concerne les affaires de Douane, tel que chargements et déchargements de marchandises, etc. ; 2<sup>o</sup> d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer les rentrées de fonds et d'en faire la remise, et d'exécuter tous autres ordres ; 3<sup>o</sup> de traduire en langues modernes toute espèce de documents et de servir d'interprète ; 4<sup>o</sup> de faire connaître les établissements et les fonctionnaires publics et de faire les démarches nécessaires pour devenir citoyen des États-Unis ; 5<sup>o</sup> de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences qui seraient demandés, et enfin d'exécuter avec désintéressement et exactitude tout ce qui pourrait être utile aux personnes qui y auront recours.

Le Directeur dudit établissement peut nommer au besoin plusieurs personnes respectables et qui jouissent d'un grand crédit, comme garants de sa moralité et de sa probité. 25 nov. 3 m.

### A VENDRE CHEZ VALENTIN PELLETIER, dans son magasin 231 Broadway, reçu par les derniers arrivages :

Fromage de Gruyère 1<sup>re</sup> qualité  
Marrons de Lyon ; Noix nouvelles  
Petits haricots rouges à la Reine  
Lentilles fraîches de Dourdan  
Semoule et fécule de froment et de pomme de terre  
Curaçao de Hollande ; Gin de ; vieille Eau-de-vie de Cognac  
Fruits à l'eau-de-vie ; Vins et Liqueurs de toute espèce et assortiment de comestibles Français.

On a trouvé une épingle que l'on rendra à la personne qui l'a perdue. — S'adresser au bureau du Courrier des États-Unis.

### TERRES DANS L'ÉTAT DE NEW-YORK.

Le soussigné offre en vente à des prix très avantageux, ou en échange contre des propriétés dans cette ville, des terres situées dans les townships d'Angelica et de Scio, comté d'Allegany, distribuées en lots de manière à satisfaire les acheteurs. Ces terres sont sises à 60 milles de Rochester, sur la rivière de Genesee ; dans le voisinage sont plusieurs moulins et plusieurs églises. La plus grande partie de ces terres est de première qualité et offre, par sa proximité d'un bon marché, des avantages très nombreux. Le canal projeté qui doit unir les eaux des rivières Allegany et Genesee les traversent dans toute leur étendue.

Toutes ces considérations doivent appeler plus particulièrement sur ces terres l'attention des familles suisses qui cherchent à former un établissement avantageux.

S'adresser sur les lieux à PHILIP CHURCH, Esq.  
ou en cette ville à Mess. EUGÈNE CRUGER,  
ALFRED PELL, No. 29 Gold-st.

UN FRANÇAIS qui connaît parfaitement New-York, qui parle et écrit couramment l'anglais, et qui a travaillé pendant quelque tems dans un bureau américain de cette ville, désirerait trouver une place stable dans une maison de commerce ou autre. Il peut produire d'excellentes recommandations de ceux qui l'ont déjà employé.

S'adresser par lettres, pour plus amples renseignements, à H. V. au bureau du Courrier des États-Unis. 4—2f

### AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent ; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pelerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

A VENDRE, PAR G. DESABAYE, dans son nouveau magasin, au coin de Park-Place et Broadway, les objets suivants :

- Au débarquement du *Henri IV*, du Havre :
- 1 caisse pâtés foie gras, bécasses, alouettes, Hures de sangliers, aux truffes,
  - 1 caisse tablettes de bœuf gras,
  - 1 do haricots verts, pointes d'asperges,
  - 1 do petits pois verts, à la sauce,
  - 1 do sardines à l'huile,
  - 1 do fraises, framboises, cerises et groseilles,
  - 1 tonneau—12 meules fromage de Gruyère.

### EN MAGASIN,

Curaçao d'Hollande, Anisette de Hollande et de Bordeaux, Elixir de Garus, Noyau, Parfait Amour, etc. etc. Thé, Sucres, Epices, Cafés, etc. Assortiment général des meilleurs Rums de la Jamaïque, de Grenade, d'Antigua, de Ste-Croix, Gin de Hollande, etc. Provisions de navires de toute espèce. Chaque article sera porté gratis dans les maisons. 3 caisses Liqueurs fines, 5 caisses Kirchenwaser et Absynthe Suisse.

### FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90	Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.	

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

Classiques Français et autres, Stéréotype de Didot, in-18 ; à 25 cents le volume, en partie reçus et la balance attendue journalièrement par le soussigné, savoir :

300 Voltaire, Henriade. 1 vol.	25 Vertot, Histoire des Révolutions de Portugal. 1 vol.
20 — Romans. 3 vols.	25 St. Réal, Conjurations des Espagnols contre Venise. 1 vol.
75 — Siècle de Louis XIV. 5v.	50 Bossuet, Oraisons funèbres. 1v.
50 — Charles XII. 1 vol.	75 — Discours sur l'Histoire universelle. 2 vols.
50 — Histoire de Russie, sous Pierre le Grand. 2 vols.	25 Fléchier, Oraisons funèbres. 2v.
25 — Essais sur les mœurs. 8v.	15 Beaumarchais, Oeuvres choisies. 3 vols.
20 J. J. Rousseau, Nouvelle Héloïse. 4 vols.	36 Massillon, Petit Carême. 1 vol.
10 — Emile. 3 vols.	10 Larocheffoucault, Maximes. 1v.
10 — Confessions. 4 vols.	50 Lesage, Gil Blas. 5 vols.
10 Montesquieu, Esprit des Loix. 5 vols.	15 Regnard, Oeuvres. 5 vols.
50 — Grandeur des Romains. 1 vol.	50 J. B. Rousseau, Oeuvres. 2v.
25 — Lettres persanes. 2 v.	50 Pascal, les Provinciales. 2 vols.
10 — Oeuvres mêlées. 2 v.	
300 Lafontaine, Fables. 1 vol.	30 Tasso, Jérusalem libérée. 2 vols.
25 — Contes. 2 vols.	25 — Aminta. 1 vol.
75 J. Racine, Oeuvres. 5 vols.	30 Cornelius Nepos. 1 vol.
50 Boileau, Oeuvres. 2 vols.	10 Phœdrus. 1 vol.
40 Labruyère, Caractères. 2 vols.	
75 Molière Oeuvres. 8 vols.	350 Virgilus. 1 vol. 37 1/2 cts.
75 P. et Th. Corneille, Oeuvres. 4 vols.	100 Horatius. 1 vol. 37 1/2 cts.
25 Vertot, Histoire des Révolutions Romaines. 4 vols.	

Foreign and Classical Bookstore,  
CHARLES DE BEHR, Director,  
108 Broadway, New-York,  
32 South-sixth-street, Philadelphie.

### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ; à M. Wm. A. WISHART, Cuisinier du Journal.

### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.